

Ni angélisme, ni autoritarisme, promouvoir une politique de résilience au service d'un projet commun pour faire République

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lyon, le 24 avril 2024

Gabriel Attal, Premier ministre, en visite officielle à Viry-Châtillon suite à la mort du jeune Shemseddine, a prononcé un discours essentiellement axé sur l'autorité.

Sans nier ni sous-estimer la situation, la réponse efficace ne peut pas se trouver uniquement dans des responsabilités individuelles déconnectées des environnements sociaux et économiques. Être sur cette ligne conduit à stigmatiser les jeunes, notamment ceux des quartiers urbains vulnérables et leurs familles. Cela alimente également les réflexes du repli sur soi et l'opposition entre les générations et les territoires.

Adeline Hazan, présidente de l'antenne française de l'UNICEF, s'inquiète à juste raison de mesures « *fondées uniquement sur un objectif répressif et non éducatif ou préventif, et qui est contraire à l'esprit de la justice des mineurs* ».

Les réponses doivent être multiples et s'appuyer sur un service public de l'éducation, de la prévention, de la police et de la justice avec des moyens humains et logistiques.

Il faut bien reconnaître que c'est loin d'être le cas comme par exemple en Seine-Saint-Denis où les enseignants et les parents réclament de véritables ressources humaines pour relever les nombreux défis.

L'Association des maires Ville & Banlieue de France, dans un appel lancé à l'occasion de ses 40 ans en octobre 2023 à Lyon, alertait le Président de la République : « Faisons République ensemble, nos quartiers ne sont pas un problème, ils sont la solution ».

Nous mettons en avant le devoir d'agir dans l'urgence. Nous alertons sur le danger de repli sur soi d'une partie de la population conduisant à la désespérance pouvant engendrer des actes terribles.

L'heure n'est pas à la stigmatisation, aux « phrases choc », aux slogans.

Les élus de notre association sont prêts à travailler dès à présent sur tous les sujets et avec tous les acteurs concernés.

Par exemple, la proposition d'ouvrir les collèges de 8h à 18h a été annoncée par le Président de la République il y a près d'un an, en juin 2023 à Marseille. Elle a été confirmée en octobre 2023 au cours du Comité Interministériel des Villes (CIV). Elle est renouvelée la semaine dernière, mais, alors que les collectivités locales vont être mobilisées par sa mise en œuvre, aucun temps de travail n'a été proposé aux associations d'élus. Elle génère à ce jour plus d'inquiétude que d'espoir.

Il est temps que les habitants des quartiers populaires soient pleinement considérés comme les enfants de la République.

Contact : Sylvie Thomas, déléguée générale : 06 77 89 78 82